

ETHEL GROFFIER



RÉFLEXIONS SUR L'UNIVERSITÉ

LE DEVOIR DE VIGILANCE



**RÉFLEXIONS SUR L'UNIVERSITÉ
LE DEVOIR DE VIGILANCE**

COLLECTION MERCURE DU NORD

La collection « Mercure du Nord » se veut le point de rencontre des chemins multiples arpentés par la philosophie de concert avec les sciences humaines et sociales, l'économie politique ou les théories de la communication.

La collection est ouverte et se propose de diffuser largement des écrits qui apporteront une nouvelle texture aux défis majeurs d'aujourd'hui, passés au crible d'une nouvelle réflexivité : rouvrir en profondeur le débat sur le mégacapitalisme, sur la marchandisation et la médiatisation mondiales et tenter d'esquisser les contours d'une mondialisation alternative.

La collection ne saurait atteindre son but qu'en accueillant des textes qui se penchent sur l'histoire sans laquelle les concepts véhiculés par notre temps seraient inintelligibles, montrant dans les pensées nouvelles les infléchissements d'un long héritage.

Titres parus

Rousseau Anticipateur-retardataire.

Les grandes figures du monde moderne.

L'autre de la technique.

Comment l'esprit vint à l'homme ou l'aventure de la liberté.

L'éclatement de la Yougoslavie de Tito. Désintégration d'une fédération et guerres inter-ethniques.

Kosovo : les Mémoires qui tuent.

La guerre vue sur Internet.

Charles Taylor, penseur de la pluralité.

Mondialisation : perspectives philosophiques.

La Renaissance, hier et aujourd'hui.

La philosophie morale et politique de Charles Taylor.

Analyse et dynamique. Études sur l'œuvre de d'Alembert.

Le discours antireligieux au XVIII^e siècle Du curé Meslier au Marquis de Sade.

Enjeux philosophiques de la guerre, de la paix et du terrorisme.

Souverainetés en crise.

Une éthique sans point de vue moral. La pensée éthique de Bernard Williams.

L'antimilitarisme : idéologie et utopie.

La démocratie, c'est le mal.

Michel Foucault et le contrôle social.

Tableaux de Kyoto. Images du Japon 1994-2004.

La révolution cartésienne.

Aux fondements théoriques de la représentation politique.

John Rawls. Droits de l'homme et justice politique.

Les signes de la justice et de la loi dans les arts.

Matérialismes des Modernes. Nature et mœurs.

Philosophies de la connaissance.

La vision nouvelle de la société dans l'Encyclopédie méthodique. Volume I Jurisprudence

La vision nouvelle de la société dans l'Encyclopédie méthodique. Volume II Assemblée constituante

La vision nouvelle de la société dans l'Encyclopédie méthodique. Volume III Économie politique, suivi des Observations sur la Virginie de Jefferson

Voir: <http://www.pulaval.com/collection/mercure-nord-42.html>

ETHEL GROFFIER

**RÉFLEXIONS SUR L'UNIVERSITÉ
LE DEVOIR DE VIGILANCE**



**Presses de
l'Université Laval**

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Maquette de couverture : Laurie Patry

© Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.

Dépôt légal 3^e trimestre 2014

ISBN: 978-2-7637-2499-7

PDF : 9782763725000

Les Presses de l'Université Laval

www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

INTRODUCTION

Il y a plus d'un demi-siècle, quand il découvrit qu'un groupuscule communiste en mal de local s'était réuni dans ma chambre d'étudiante, le plus indulgent des pères se mua en Zeus tonnant. La crise passa vite, balayée par l'un ou l'autre de mes nouveaux engouements. Mais l'université avait joué son rôle. Elle avait éveillé en moi la conscience politique, le désir de changer le monde, le questionnement du statu quo. L'université d'aujourd'hui aurait-elle encore le même effet ? On en doute souvent. Et pourtant. De février à septembre 2012, les étudiants québécois ont mené une lutte vigoureuse contre l'augmentation des frais de scolarité prévue par le gouvernement d'alors. Une partie de la population, au ras-le-bol exacerbé par la récession, les soutint à grand renfort de concerts de casseroles. Ces événements eurent un écho à l'étranger et des manifestations de soutien eurent lieu, notamment à Paris et à New York. L'élection d'un nouveau gouvernement, le 4 septembre 2012, et l'annulation de la hausse des frais de scolarité quelques jours, après mirent fin à l'agitation. Au-delà de la mesure immédiate, les étudiants demandaient que le gouvernement s'assigne comme objectif la gratuité des études. Cette revendication touche à la nature même de l'enseignement supérieur. S'agit-il d'un service public financé par la société dans son ensemble ou d'un bien privé à acquérir par l'individu, l'étudiant-consommateur ? À l'arrière-plan se profile aussi la question du genre de société dans lequel nous voulons vivre.

L'enjeu fondamental, c'était l'éducation. Mais il se trouve qu'on ne peut évoquer un tel enjeu sans ouvrir un débat plus large sur la finalité de l'ensemble des institutions collectives¹.

Il est difficile de réformer l'université sans réformer la société, ce que les étudiants avaient bien compris lors de leurs grèves du printemps 2012. Cette réforme ne se fera pas en un jour. Les universités au lieu de se laisser envahir par le consumérisme, la commercialisation, la concurrence à outrance avec les autres universités, au lieu de se laisser réduire aux évaluations quantitatives de leurs « produits », pourraient être à la pointe d'un mouvement de résistance, non violente, évidemment, à ces tendances. Elles pourraient montrer, avant que la société dans son ensemble ne soit forcée de l'admettre à la suite de l'une ou l'autre catastrophe, que le développement, même « durable », le « progrès » continu est un leurre. Les universités sont encore un des rares bastions de la réflexion dans une société où tout est devenu spectacle, la politique, les crimes et même les guerres dans ce qu'elles ont de plus atroces. Elles ont un devoir de vigilance.

Les universités, partout dans le monde, sont en train de subir une évolution et une transformation profondes provoquées par la mondialisation et le développement sans précédent de la technologie. La pression exercée par les gouvernements pour que l'éducation et la formation soient fonction de leur « utilité » économique, de leur « impact », se fait de plus en plus vive, que ce soit par l'intermédiaire du *Research Excellence Framework* en Angleterre, des Initiatives d'excellence et autres LabEx en France ou des thèmes de recherche implicitement imposés par les gouvernements canadien et québécois. Au Québec, les universités sont l'objet d'un examen minutieux tant de la part des pouvoirs publics que des étudiants. En février 2013, un Sommet sur l'enseignement supérieur donnait le coup d'envoi

1. Gabriel Nadeau-Dubois, *Tenir tête*, Montréal, Lux Éditeur, 2013, p. 50.

à une réflexion qui se poursuit encore à l'heure actuelle dans l'incertitude apportée par un autre changement de gouvernement en avril 2014.

Les universités s'efforcent de s'ajuster à la concurrence entre établissements, aux variations dans l'appui du public, aux résistances aux frais de scolarité, à la critique de divers aspects de la vie universitaire, aux continues demandes de reddition de comptes et de transparence, aux multiples coupures budgétaires, aux progrès technologiques et aux problèmes inhérents à toute bureaucratie. Avec la récession de 2008, certains de ces problèmes sont devenus aigus. Les gouvernements essaient de plus en plus d'orienter la recherche vers les secteurs importants pour l'économie du pays, et l'enseignement au gré des besoins en main-d'œuvre. Au Canada, les domaines d'élection sont, notamment, le pétrole, la technologie, le Nord et la médecine. Les autres domaines et en particulier les sciences humaines et sociales sont lentement ravalés au rang de parents pauvres. Les sciences pures, à la différence des sciences appliquées, ne sont pas beaucoup mieux logées.

La place de l'université dans la société se complique du fait que celle-ci a, à son égard, des perceptions et des attentes contradictoires : la plupart des gens imagine l'université comme une communauté de savants occupés à la recherche de la vérité par le choc des idées, sans contraintes, sans hâte et dans une parfaite liberté. En même temps, ils s'attendent à ce que l'université produise efficacement et rapidement les connaissances utiles nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et au développement économique du pays. Il faudrait que l'université dispense une éducation générale pour former des citoyens cultivés, conscients de la valeur intrinsèque du savoir en dehors de toute finalité utilitaire, dotés d'un esprit critique, fiers de l'héritage culturel de leur pays. Il faudrait,

également que l'université prépare ses futurs diplômés pour le monde du travail de façon à répondre aux besoins de main-d'œuvre de l'industrie. D'un côté, on voudrait l'université le plus largement accessible possible, de l'autre on s'attend à ce qu'elle n'accepte que les meilleurs étudiants pour maintenir des standards élevés et assurer la valeur des diplômes.



La critique des universités n'est pas chose nouvelle. Pendant tout le dix-neuvième siècle, les universités d'Oxford et de Cambridge, par exemple, furent accusées par une société de plus en plus industrialisée de bloquer le développement des sciences¹. En 1850, des Commissions royales furent créées pour enquêter sur l'état de l'enseignement et des finances de ces universités. Cette enquête fut suivie par plusieurs autres. Depuis quelques décennies, les gouvernements et les médias appellent à la réforme de l'enseignement supérieur pour augmenter sa contribution au développement économique. Cette campagne prend la forme d'un maniement plus ou moins subtil du bâton et de la carotte – coupures budgétaires et récompenses financières – soutenu par une manipulation assez grossière de l'opinion. À certains moments, il s'agit d'une guerre déclarée contre l'université, comme ce fut le cas sous le gouvernement Thatcher en Angleterre ou contre la science comme c'est hélas le cas en ce moment au Canada². Plusieurs facteurs expliquent que les critiques des études universitaires se font plus générales et vigoureuses depuis quelques années. Le nombre des étudiants a fortement augmenté

1. G.W. Roderick et M.D. Stephens, « Scientific Studies at Oxford and Cambridge, 1850-1914 », *British Journal of Educational Studies*, vol. XXIV, 1976, p. 49 et s.

2. Chris Turner, *Science on coupe ! Chercheurs muselés et aveuglement volontaire : bienvenue au Canada de Stephen Harper*, traduit de l'anglais par Hervé Juste, Montréal, Boréal, 2014.

au cours du xx^e siècle, passant de 3 à 5 % avant la première guerre mondiale à 30 à 40 % dans la plupart des pays occidentaux. Le développement des échanges internationaux et de nouvelles technologies requièrent de nouvelles compétences réclamées par les gouvernements et l'industrie. La récente récession a fait fondre les budgets réservés à l'enseignement.

Ces développements ont donné lieu à nombre de publications de tendances diverses. Certains auteurs se cantonnent dans l'indignation et la lamentation et prédisent la ruine de l'université. À l'autre extrême, des optimistes voient dans la technologie et l'enseignement à distance le remède aux difficultés financières et la voie vers des lendemains qui chantent. Entre les deux, on préconise la réforme de tel ou tel aspect de l'enseignement supérieur, voire du système d'éducation en général. Certains, peu nombreux, prônent une accessibilité totale fondée sur le mérite, donc la gratuité des études universitaires. D'autres, au contraire, se prononcent pour l'université de l'élite. Chacun de ces ouvrages contient un plus ou moins grand nombre d'idées valables et quelques vœux pieux. Si je me risque à ajouter mon grain de sel à la conversation, c'est que j'observe l'université depuis plus longtemps que je n'aime à l'admettre et que j'ai à me reprocher les omissions de mes propres silences devant les problèmes d'une institution qui me tient à cœur.



J'ai fait mes premières études universitaires en Belgique avant 1968, au bon vieux temps des cours uniquement *ex cathedra*. La sommité qui enseignait le droit civil dans mon *alma mater* lisait des extraits de son volumineux traité en dix volumes. J'eus pour lui une pensée émue en lisant dans la passionnante autobiographie de Garcia Marquez qu'un de ses professeurs de droit avait la vertu soporifique d'un charmeur de serpents. Mes études de troisième cycle se déroulèrent au Québec, pendant

et après 1968. J'ai fait ma thèse de doctorat sous la direction bienveillante d'un idéaliste qui croyait, comme Wilhelm von Humboldt, que l'université ne devait être rien d'autre que « la vie spirituelle de ces êtres humains qui, en raison du loisir que leur procurent les circonstances extérieures ou en vertu d'une aspiration intérieure, sont portés vers l'étude et la recherche¹ ». Il se prenait à rêver que l'université se transportât dans un lieu champêtre où ses membres pourraient se consacrer à l'étude et à la réflexion dans l'atmosphère recueillie d'une espèce de monastère. Au temps des hippies, bruyants et chahuteurs, une telle aspiration n'avait pas de quoi surprendre. Mais, après les soubresauts de 1968, l'université se remit à fonctionner dans une certaine sérénité. Tout en étant financée par des sources extérieures, elle parvenait à rester relativement indépendante de ces sources et de la pression de l'opinion. Ce n'est, hélas, plus le cas.

J'ai eu le privilège d'enseigner le droit pendant de longues années. J'ai connu la période d'expansion heureuse pendant les années 1970, puis les restrictions budgétaires de plus en plus sérieuses. Après ma retraite de l'enseignement, les circonstances ont voulu que je reste en contact étroit avec la bibliothèque de mon université. La bibliothèque, si l'on va au-delà des rayons et des ordinateurs pour se soucier du financement et des relations avec la communauté, est peut-être l'endroit où le pouls de l'université est le plus perceptible. Elle est absolument essentielle à la recherche, mais est rarement une des premières priorités de financement. Cela la rend particulièrement sensible aux divers courants idéologiques qui traversent l'université et la société canadienne, surtout dans une période où le gouvernement fédéral

1. Cité dans Noam Chomsky, *Réflexions sur l'université*, textes réunis et présentés par Normand Baillargeon, Ivry-sur-Seine, Éditions Raisons d'Agir, 2010, p. 39.

mène une véritable guerre aux bibliothèques, aux archives et à toute entreprise intellectuelle qui ne lui paraît pas présenter une utilité économique directe¹. Alors que ceux qui prennent la défense de l'université viennent en général des sciences humaines, au sens restreint de l'expression, ce n'est pas mon cas. Mon expérience s'est déroulée dans une faculté dite « professionnelle », terme parfois employé par les enseignants et chercheurs des sciences humaines et sociales avec un dédain égal à leur ignorance de la discipline. Il m'a paru intéressant d'émettre un point de vue qui se situe entre la défense de l'éducation générale traditionnelle et la promotion de la préparation au monde du travail.

Je n'ai cessé de réfléchir à l'institution universitaire, étonnante par sa longévité et sa faculté d'adaptation. Malgré le nombre élevé de livres et d'ouvrages consacrés aux problèmes de l'enseignement supérieur, je pense que les enseignants et les chercheurs ne se font pas assez entendre. Ils n'ont pas de lobby auprès des gouvernements. Surchargés de travail, surtout depuis quelques années, ils laissent la parole aux administrateurs qui, pour attirer les fonds nécessaires vers leurs établissements, adoptent le vocabulaire de l'entreprise cher aux gouvernants et discutent rentabilité et capital humain. Non pas qu'ils ignorent l'importance de la formation de l'individu, mais, dans une atmosphère de compressions budgétaires, ils vont au plus pressé. Avec le passage du temps, l'essentiel est négligé. Si l'université est en crise, je ne crois pas à sa ruine ou à son naufrage, pour reprendre les titres de deux ouvrages, par ailleurs fort intéressants². Cette institution millénaire a survécu à bien des

1. Voir <http://www.canadaspastmatters.ca> et www.getsciencercight.ca.

2. Michel Freitag, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Montréal, Éditions Nota Bene, 1998 ; Bill Readings, *Dans les ruines de l'université*, traduit de l'anglais par Nicolas Calvé, Montréal, Lux, 2013. Il faut y ajouter des titres comme Abélard (collectif d'auteurs), *Universitas*

tourmentes. L'université du xvii^e siècle en France, sévèrement contrôlée par l'Église et le pouvoir royal absolu, était bien moins libre que celle d'Abélard et d'Albert le Grand. L'Université de Heidelberg qui, comme les autres universités allemandes, avait été réduite à un rouage du régime nazi, put, après la guerre, remettre à son fronton la célèbre dédicace : « À l'esprit vivant ».



Il est temps de se poser quelques questions fondamentales : Quelles sont l'éducation et les recherches pertinentes pour le xxi^e siècle ? Qui voulons-nous former et pour quoi ? Quelles qualités d'esprit voulons-nous cultiver ? Quel type de citoyens voulons-nous pour promouvoir la démocratie ? Quelle est la responsabilité des chercheurs, des professeurs et de l'institution qui les abrite ? Je commencerai par décrire la catastrophe qui nous attend si nous ne nous les posons pas et si nous continuons à nous diriger vers le modèle entrepreneurial de l'université. Si je prends fréquemment l'Angleterre plutôt que de la France, où il y a également crise, comme point de comparaison, c'est que l'Angleterre est engagée plus avant que le Canada et même que les États-Unis dans un mouvement de privatisation et de réification de l'enseignement supérieur qui montre clairement que, même si l'évolution est plus lente et plus insidieuse au Canada, le chemin que nous sommes en train de prendre n'est pas sans danger. Les problèmes de l'université française sont différents et l'organisation très centralisée du système rend les comparaisons difficiles. À côté des universités, la France a les « grandes écoles » en grande partie encore réservées à l'élite, où l'on fait peu de recherche, et le CNRS, organisme consacré à la recherche.

calamitatum : *Le Livre noir des réformes universitaires*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2003 et Jean Fourastié, *Faillite de l'université ?* Paris, Gallimard, 1972 (déjà !).

Après avoir esquissé les critiques adressées récemment à l'université et la vision qu'en ont ceux qui voudraient réformer l'institution, j'aborderai les différents aspects de sa mission. Le découpage en chapitres, nécessaire pour la clarté, est évidemment arbitraire parce que toutes les facettes de l'institution se tiennent. L'accessibilité aux études, la recherche, les bibliothèques, la gouvernance ont toutes une incidence sur le financement et sur le type d'enseignement. J'insisterai particulièrement sur la responsabilité de l'université et de ses membres à l'égard de la société. L'institution, les professeurs et les chercheurs ont un devoir de vigilance face à la tendance à la commercialisation de l'enseignement et de la recherche pour préserver l'intégrité et la liberté intellectuelles et éviter que l'enseignement supérieur ne devienne un simple objet de consommation à l'obsolescence planifiée. Chacun de ces sujets pourraient faire l'objet d'un gros ouvrage et mon analyse, qui s'efforce de donner une vue d'ensemble, est forcément un peu impressionniste. Ma seule ambition est d'indiquer quelques pistes vers d'éventuelles solutions.



Je tiens à remercier tout spécialement Mme Louise Dulude qui a relu et commenté le manuscrit avec une souriante sévérité et m'a évité bien des erreurs. Celles qui demeurent sont entièrement miennes. Les encouragements de la Professeure Josiane Boulad-Ayoub m'ont été comme d'habitude des plus précieux. Enfin, l'accueil dont je bénéficie à la Bibliothèque de l'Université McGill fut particulièrement propice à ma réflexion, étant entendu qu'il n'est nullement responsable d'opinions qui me sont personnelles.



CHAPITRE 1

LA CRITIQUE : UNIVERSITY INC.¹ ?

Au début de 2006, un article du Wall Street Journal titrait : « Un nouveau nom est né dans le domaine des soins de la peau : Johns Hopkins ». L'Université Johns Hopkins avait permis à la firme de produits de beauté, Cosmedicine, de créer une nouvelle ligne de produits « en consultation avec la médecine à Johns Hopkins². » Cela provoqua de telles critiques que l'Université renonça à ce contrat. À force d'être encouragées par les pouvoirs publics à se livrer à des recherches immédiatement utiles à l'économie, à travailler avec les entreprises privées, à former des diplômés pour les industries de pointe, les universités sont en train de subir une profonde mutation.

Parlant de la mondialisation du marché, Jacques Attali écrivait, en 1998 :

« Si elle était appliquée à l'éducation, elle conduirait à la mise en place d'un modèle mondial d'enseignement supérieur standardisé, dans lequel l'État s'effacerait et le marché modèlerait les cursus et les carrières. Dans ce modèle extrême, qui n'est encore qu'en gestation, les universités deviendraient comme des entreprises à la recherche de « clients » - des élèves solvables, sans distinction

1. C'est le titre de l'ouvrage de la journaliste Jennifer Washburn, *University Inc. The Corporate Corruption of Higher Education*, New York, Basic Books, 2005 ainsi que celui d'un collectif, Éric Martin et Maxime Ouellet (éds), *Université Inc.*, Montréal, Lux, 2011.

2. Rhonda L. Rundle, « A new name in skin care : Johns Hopkins », *The Wall Street Journal*, repris dans le Pittsburgh Post-Gazette, 5 avril 2006, <http://www.post-gazette.com/news/health/2006/04/05/A-new-name-in-skin-care-Johns-Hopkins/stories/200604050196> (consulté le 5 juin 2014).

de nationalité – et en concurrence sur le marché mondial pour attirer les meilleurs « facteurs de production » – les professeurs et les financements – en vue de maximiser les « profits » c'est-à-dire leurs moyens de développement¹.

Il ajoutait que quand le marché régira pleinement l'enseignement supérieur, son budget diminuera puisqu'il ne tiendra plus compte des besoins de la collectivité et on assistera comme sur le marché des autres biens de consommation, à une distinction croissante entre produits de haute gamme et produits de masse ; en haut, des pôles d'excellence attirant les étudiants les plus fortunés et les plus doués, en bas, un enseignement de masse de plus en plus mal financé.

À la même époque, Bill Readings soutenait déjà que l'université ne participait plus au projet historique humaniste hérité des Lumières, soit celui de la culture, et se demandait si l'on était « à l'aube d'une nouvelle ère pour l'université en tant que projet » ou si on assistait « plutôt au crépuscule de la fonction critique et sociale de l'institution². »

Quelques quinze ans plus tard, l'université n'a pas tout à fait atteint ce nadir, mais, dans certains pays, elle s'en rapproche dangereusement. Elle adopte de plus en plus les normes des institutions économiques avec lesquelles elle a des liens de plus en plus étroits. Elle est devenue, selon un de ses critiques, « un complexe industrialo-académique³ » dont l'objectif majeur est l'intégration des citoyens dans le marché du travail. En d'autres termes, elle se comporterait comme une entreprise, préoccupée

1. *Pour un modèle européen d'enseignement supérieur. Rapport de la Commission présidée par Jacques Attali*, Paris, Stock, 1998, p. 15-16.

2. *Dans les ruines de l'université*, p. 16.

3. Normand Baillargeon, *Je ne suis pas une PME. Plaidoyer pour une université publique*, Montréal, Éditions Poètes de brousse, 2011, p. 21.

avant tout du rendement de l'investissement. Dans la plupart des pays de l'OCDE, la politique de financement de la recherche universitaire tourne autour de deux conditions clés : la recherche doit avoir une utilité économique dont l'efficacité se mesure aux possibilités de commercialisation et elle doit se faire de préférence en partenariat avec le secteur privé. L'université a commencé à passer du modèle corporatif (au sens de guilde) au modèle entrepreneurial vers les années 1980¹. L'ex-rectrice de l'université Concordia se surpassa dans l'emploi des clichés pour vanter le deuxième modèle et exprima l'espoir que les universités soient considérées comme des « centres d'entrepreneuriat intellectuel². »

L'utilité économique est de plus en plus ancrée dans les attentes des divers niveaux de gouvernements. En mai 2008, paraissait dans *Le Devoir* une lettre adressée au maire de Québec :

Monsieur le maire, vous avez récemment dit devant la Chambre de commerce de Montréal que dans les centres de recherche, « ça cherche, ça trouve, ça fait des conférences. Ça cherche, ça fait des conférences, mais on ne fait pas une cenne avec ça. On fait juste dépenser de l'argent. À un moment donné, y a-t-il moyen d'aligner les chercheurs pour créer des produits commercialisables qui rapportent des chèques ?

[...]La prochaine fois que vous irez à l'hôpital, pour vous ou pour un proche, arrêtez-vous quelques minutes afin de prendre conscience du fait que chacune des décisions prises par les médecins repose

1. Donald Fisher et Janet Atkinson-Grosjean, « Brokers on the Boundary : Academi-y-Industry Liaison in Canadian Universities », *Higher Education*, vol. 44, 2002, p. 451.

2. Allocution au Centre canadien de Montréal, prononcée le 19 octobre 2009 : http://www.cerclecanadien-montreal.ca/assets/files/Events_docs/judith_woodsworth_09-10_fr.pdf (consulté le 28 juin 2008).

sur ces « recherches » qui dépensent votre argent sans renflouer les coffres de la ville. Ces décisions – pas seulement les méchants médicaments – sont le fruit d'études de longue haleine qui sont entreprises de manière désintéressée par des chercheurs comme moi dans le but de vous aider à vivre mieux et plus longtemps. À moins que vous ne préfériez l'époque des saignées et des sangsues¹ ?

L'université actuelle présente un certain nombre de caractéristiques de l'entreprise. Elle est de plus en plus souvent gérée par des administrateurs de carrière dont les salaires se rapprochent de ceux des dirigeants d'entreprises. Les étudiants sont considérés comme des consommateurs. Les entreprises sont présentes dans les conseils d'administration et les doctorats d'honneur sont souvent conférés à des gens d'affaires. L'administration recourt de plus en plus souvent à des firmes de consultants² qui produisent des rapports allant en général dans le sens des désirs du client. Les membres du personnel enseignant sont traités comme des employés alors que la gestion devrait être collégiale. Le principe de la péréquation entre facultés est remis en question, chaque faculté devant justifier de sa rentabilité. Finalement, les universités, à l'instar des entreprises commerciales se livrent à de coûteuses campagnes publicitaires. À cause des développements technologiques, elles sont en train de devenir des entrepreneurs en savoir qui prennent des brevets et octroient des contrats de licence à des entreprises privées, créent des start ups et des sociétés dérivées pour exploiter leurs découvertes scientifiques. Si ce dernier développement n'est pas condamnable en soi, il peut donner lieu à de dangereuses dérives.

1. Frédéric Dallaire, « Ces chercheurs qui dépensent. Lettre à Régis Labeaume, maire de Québec », *Le Devoir*, 21 mai 2008, <http://www.ledevoir.com/non-classe/190512/ces-chercheurs-qui-depensent> (consulté le 15 janvier 2014).

2. *Dans les ruines de l'université*, p. 54.

Après la deuxième Guerre mondiale, au début de l'éducation de masse, l'université était considérée comme un bien public et l'enseignement universitaire comme une extension de la culture nationale. L'imitation des modèles étrangers était limitée. L'institution jouissait d'une grande autonomie et ne devait rendre que peu de comptes. Le gouvernement agissait comme un partenaire de la communauté académique qu'il subsidiait fortement. La pédagogie était traditionnelle. Si l'on assistait à la formation d'une communauté scientifique, les communications internationales étaient relativement peu nombreuses.

Au début des années 1980, s'amorce la course à l'innovation exprimée en termes de production de biens et services en vue de la commercialisation des produits de la recherche. L'université est de plus en plus considérée comme un rouage important du développement économique du pays.

À l'heure actuelle, l'éducation de masse a atteint un plateau dans la plupart des pays développés. Les études universitaires sont de plus en plus considérées comme un bien privé.

On assiste à une grande convergence de modèles et de pratiques et au développement d'un marché international pour les étudiants. Les universités voient leur autonomie diminuer et leur obligation de rendre des comptes au gouvernement et à divers bailleurs de fonds s'alourdir considérablement. Le financement étatique diminue, les frais de scolarité augmentent et les sources de financement doivent se diversifier. Il faut noter qu'au Québec, les frais de scolarité sont restés stables. On y reviendra. Le gouvernement prend de plus en plus le rôle d'un adversaire. L'accréditation et l'évaluation de la qualité des universités tendent à devenir internationales. L'enseignement s'essaie à de nouvelles technologies. La communauté scientifique est devenue internationale grâce à une forte augmentation des échanges et des communications. Dans la plupart des pays, les